



RETRAITES : LEVER LE TABOU DE LA CAPITALISATION !

Alors que l'agence de notation Standard & Poors vient de placer notre pays, dans l'indifférence généralisée de nos principaux médias et commentateurs, « *sous surveillance négative* ». Nôtre pays continue de s'ébrouer depuis plus de 6 ans dans une introuvable polémique sur une hypothétique réforme des retraites que tout le monde appelle de ses vœux mais à condition de ne toucher en rien à ses avantages acquis ou à ses prérogatives.

Nos syndicats de salariés en tête, subventionnés à hauteur de plusieurs milliards chaque année par l'État, ne sont pas les derniers comme de coutume à vouloir bloquer les évolutions. C'est même à cela

qu'on les reconnaît. Étonnez-vous qu'ils ne recrutent plus guère d'adhérents ! La situation devient urgente. Selon un rapport publié par l'Institut Molinari (Institut présenté comme libéral mais pas forcément irréaliste pour autant) : les dépenses de retraites versées en France

représentent 345 milliards d'euros, soit 13,8% du PIB. Une manne financière considérable à laquelle il ne faut aussi rajouter les cotisations de l'État et des collectivités relatives à leurs agents ainsi que les subventions versées aux régimes sociaux. Ce qui fait dire à l'Institut Molinari que contrairement à ce qu'avance le COR (Conseil d'Orientation des Retraites) qui parle d'un déficit limité à 0,6%, le déséquilibre du système actuel serait plutôt de 2,8% en 2020. Au déjà des batailles d'experts, il est étonnant dans ce débat que personne n'évoque une solution mise en place par la plupart de nos voisins : la retraite par capitalisation. Personne ou si peu excepté quelques-uns tels l'ambitieux maire de Cannes, David Lisnard, par ailleurs président de l'Association des Maires de France, Éric Ciotti, Olivier Marleix, Éric Zemmour voire



Le gouvernement réuni le 4 janvier dernier place Beauvau pour le petit déjeuner traditionnel du début d'année.

Nicolas Dupont-Aignant qui proposent un recours partiel à la capitalisation qui reste pourtant quelque chose qui marche. Lire aussi les analyses de l'IREF et de son président Jean-Philippe Delsol, également chroniqueur au magazine *Entreprendre*, sur le sujet. La retraite par capitalisation est du reste déjà bizarrement mise en place pour la fonction publique avec le système Préfon. Et les résultats sont bien au rendez-vous. Contrairement à ce que répètent à l'envie les anticapitalistes, le rendement sur une durée longue s'avère même supérieur largement à celui de la répartition. L'institut Molinari a ainsi calculé que le taux de rendement des placements réalisés par l'*Erafp* (Établissement de retraite additionnelle de la fonction publique) était en moyenne depuis 2006 de 5,4% par an. Ce qui n'est pas négligeable et permettrait si le

système Préfon était étendu au privé de permettre à chaque salarié de : « se créer trois fois plus de droits de retraite s'il pouvait capitaliser de façon collective ! ». (Sic) À ceux qui fustigent les dividendes, la retraite par capitalisation offre à chacun le droit d'en profiter par ce biais d'autant qu'on peut très bien conserver le système par répartition aux deux tiers et rajouter une dose de capitalisation pour un tiers seulement, si on veut mieux répartir les risques. Autre avantage : il n'est pas mince. Il redonne voix au chapitre aux salariés dans le conseil d'administration des grandes entreprises. Aux Pays-Bas, par ce biais, les syndicats ont de la sorte des représentants dans ces organes de décisions. Ajoutons que les fonds de pension ainsi constitués viendront en outre renforcer les fonds propres de nos entreprises qui en manquent

cruellement justement et se font croquer par des institutions étrangères. Ces fonds pourront jouer également un rôle de défense du patriotisme économique. Il n'y aura que des gagnants. C'est sans doute pour cela que quasi personne ne le réclame dans l'actuel débat politico-médiatique hexagonal ! Regardons un peu ce qui marche ailleurs. Finalement, David Lisnard n'est pas excessif lorsqu'il titre dans une tribune remarquée au *Figaro* (5/1/2023), je le cite : « pour en finir avec le sado-réformisme des retraites : la capitalisation. » Bien envoyé, il va falloir commencer à compter avec ce discours politique de vérité. C'est l'avenir pour le pays et dans l'intérêt de tous. Loin des œillères idéologiques qui font tant de mal.

Robert LAFONT